

Communistes

www.PCF.fr

Passer à l'action dès maintenant ! (p. 3)



Vidéo

Plan jeunesse
2027 - 2032
Fabien Roussel

Défendre l'élevage : oui mais lequel ?

(p. 6)

2030

La scène se passe lundi 28 septembre. À Paris, sans doute dans les locaux de Total. Patrick Pouyanné, le PDG, rencontre un quarteron « d'analystes financiers américains ». Il leur promet de « sanctuariser » la distribution des dividendes, « ce que la compagnie n'a pas failli depuis 40 ans ». Mieux : il assure qu'il va augmenter la masse des dividendes de 5 % par an jusqu'en 2030 ! Et il annonce – cerise sur le gâteau – le rachat d'actions pour 5 milliards d'euros au cours des 6 prochains mois, manière d'enrichir encore ses actionnaires ! Il y a une chose que le PDG oublie de dire à ses amis rentiers US, c'est qu'il risque grave d'être nationalisé, et bien avant 2030. ⚡

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >



Jusqu'au 11 octobre : Semaine d'action devant les stations-services ou sites de production TotalÉnergies
16 octobre, à partir de 17h45 : Veillée du Souvenir en hommage aux 50 Otages, intervention du Comité du Souvenir, évocation artistique « Garde la flamme » de Claudine Merceron par le Théâtre d'ici ou d'ailleurs. Monument aux 50 Otages et à la Résistance, Nantes (44)

18 octobre, à partir de 14h : Cérémonie officielle en hommage aux 27 fusillés de Châteaubriant, interventions de Carine Picard-Nilès, présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT et Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, évocation historique de Bernard Martin Fargier par le Théâtre des Oiseaux « Femmes résistantes de 1936, 1946 à 2026 ». Carrière des fusillés, Châteaubriant (44)

MOBILISATIONS DE LA RENTRÉE

8 octobre : Mobilisation des lycéen·nes

10 octobre : Manifestation pour la paix en Palestine

14 octobre : Mobilisation de l'UCR-CGT lors du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco pour la revalorisation des pensions et contre leur gel.

20 octobre : Mobilisation de l'UCR-CGT lors du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco pour la revalorisa-

tion des pensions et contre leur gel.
25 octobre : Manifestation populaire, festive et antifasciste à Orléans face au congrès du RN et au lancement de sa campagne présidentielle.

5 novembre : Mobilisation nationale de la Fédération CGT de la métallurgie, avec des rassemblements consacrés à l'industrie dans sept villes.

19 novembre : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

25 novembre : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)

LES ÉVÉNEMENTS DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

9 octobre / 9h/18h30 - Colloque 80 ans du Préambule de 1946 : Imaginons des droits sociaux émancipateurs !

Colloque organisé sous le haut patronage de Stéphane Peu, député, avec le soutien scientifique du projet IUF Démosphère, le laboratoire IODE (UMR CNRS 6262 / Université de Rennes) et le Collectif de l'Unité du Droit

Inscription obligatoire (jusqu'au 02/10) : <https://preambule1946.sciencesconf.org/registration?lang=fr>

Programme : <https://gabrielperi.fr/initiatives/colloque-80-ans-du-preambule-de-1946-imaginons-des-droits-sociaux-emancipateurs/>

Passer à l'action dès maintenant !

Et si le mouvement social changeait la donne à l'approche de la présidentielle ? À l'évidence, le pouvoir Macron a fait un choix simple et clair avec le budget de classe Lecornu : Servir jusqu'à la dernière minute les intérêts du capital. L'imprévu dans son agenda réside dans les mobilisations sociales qui se multiplient.

Le 15 septembre, les énergéticiens CGT ont relevé des niveaux de grève atteignant souvent 75 % des présents pour défendre leurs conquises sociales. En une mobilisation ils gagnent sur leurs revendications.

Le 8 octobre, les salariés de Total sont en grève pour les salaires après que le PDG Pouyanné a annoncé foncer tête baissée dans la poursuite de la rémunération du capital, ne proposant que la portion congrue aux travailleurs. Voilà pourquoi le PCF a choisi d'organiser à cette date une semaine d'action sur la nationalisation de TOTAL, que Fabien Roussel est parvenu à faire surgir dans le débat politique. Une revendication par ailleurs partagée par le syndicat CGT de l'entreprise.

Le 14 octobre, les retraités CGT manifesteront devant le siège de l'AGIRC-ARRCO pour la revalorisation des retraites sur l'inflation.

Le 30 octobre, la fédération CGT des Ports et Docks appelle à une journée d'action et de grève contre la guerre et la militarisation des ports, pour la paix et la défense des conquises sociales en coordination avec d'autres organisations syndicales européennes.

Le 5 novembre plusieurs fédérations CGT appellent à la grève pour une industrie forte dans les terri-

toires et pour des droits nouveaux.

Prix du carburant, vie chère, travail qui paye mal... Les ingrédients de la colère sociale sont réunis tandis que Lecornu propose un budget d'austérité qui s'attaque aux services publics, aux collectivités locales, aux retraités.

Les forces syndicales de la fonction publique ne s'y sont pas trompées en organisant une journée de grève et d'action le 29 septembre dans un cadre intersyndical large (CGT, CFDT, FSU FO, Solidaires, UNSA, CFE CGC) pour les salaires et la défense de la fonction publique. « Nos organisations syndicales réaffirment que d'autres choix sont possibles, fondés sur une meilleure répartition des richesses, sur la justice sociale et fiscale », affirmaient-ils. 300 000 manifestants en France, un chiffre en hausse par rapport au dernier repère comparable de 2024.

Et c'est aussi à cette occasion qu'a débuté dans les lycées puis les universités un mouvement revendicatif sur les moyens de l'Éducation nationale d'une ampleur inégalée depuis longtemps, auquel le gouvernement répond par des mesures inédites de répression et de fermetures d'établissements. Tout en apportant leur soutien aux mobilisations de la jeunesse, les organisations syndicales continuent de construire un arc unitaire large dans une situation qui évolue vite.

Ainsi le 5 novembre, à l'appel des principales organisations syndicales dans un cadre similaire au 29 septembre, les travailleuses et travailleurs seront appelés à la grève et à l'action pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie. Et contre le budget d'austérité Lecornu.



L'irruption des revendications sociales, dans une précampagne présidentielle médiatiquement dominée jusque-là par les thématiques imposées par la droite et l'extrême droite, est une bonne nouvelle. Elle invite les communistes à l'action au cœur des mobilisations sociales comme y invitait Fabien Roussel lors de son meeting à la Fête de l'Humanité : « Je vous propose de passer à l'action maintenant. Je vous propose de faire la révolution maintenant dans la rue, avant les urnes. Parce que c'est maintenant que l'on souffre et c'est maintenant que l'on doit agir. »

Agir. Maintenant. C'est l'agenda du mouvement social au cœur d'un automne bien plus chaud que ne s'y attendait le pouvoir Macron en faillite. Et oui, ça peut changer la donne !★

Aymeric Seassau

responsable national à la relation
avec les syndicats

La colère est tellement forte

Libération, Le Monde, Paris Normandie, BFM, Ouest-France, Orange, Breizh-Info, l'Humanité... : la semaine passée, la campagne de Fabien Roussel a trouvé encore un bel écho dans les médias. « Fabien Roussel est à cette heure le seul représentant politique à s'être présenté au campement de la colère des pompiers, sur le Champ-de-Mars », notait par exemple lundi 28 le journal l'Humanité. « Je suis venu vous apporter mon soutien inconditionnel », déclarait le candidat communiste. Le lendemain, jour de grève de la fonction publique, le candidat, depuis une des manifestations, rappelait que « la vie devenait de plus en plus dure » (BFM), qu'il fallait « redonner du pouvoir d'achat tout de suite » (« Orange actualités »).

Ce même 29 septembre, le quotidien Le Monde observait ce soutien communiste aux mouvements sociaux : « Au rang des plus contestataires, Fabien Roussel a donné le ton (...) dès le 12 septembre. Le candidat du PCF à la présidentielle de 2027 avait appelé à une union « dans la rue avant les urnes » et à « envahir les ronds-points, nous rassembler devant les sous-préfectures, devant le siège de Total, devant les lieux de pouvoir comme l'Élysée, Matignon, les ministères. » L'auteur de l'article, Robin Richardot, allait jusqu'à écrire que le ton de Fabien Roussel était « quasi insurrectionnel »... Présent au Havre pour les journées parlementaires, le dirigeant communiste était interviewé par Paris Normandie



qui titrait : « La colère est tellement forte : Fabien Roussel soutient la mobilisation pour le pouvoir d'achat. »

« La candidature de Fabien Roussel doit permettre de contribuer à élargir l'espace politique de la gauche », écrivait Breizh-Info du 1/10, faisant état d'un échange avec Robin Salecroix, secrétaire départemental de Loire-Atlantique.

Vendredi 2, dans une Tribune de Libération, intitulée « Nationalisons TotalEnergies pour reprendre en main notre destin énergétique », le candidat avançait ses propositions « pour faire baisser les prix à la pompe et bâtir un État stratégie ».

Le site « elyséescope.com » relevait que « Fabien Roussel a exprimé son soutien aux lycéens, soulignant l'importance de leurs revendications. (...) Cette prise de position est cohérente avec les valeurs traditionnelles du PCF qui a toujours défendu les droits des jeunes et l'importance de l'éducation publique. »

Enfin, dimanche 4 midi, une émission d'une belle vivacité sur BFM Politique où le candidat du PCF a assuré notamment qu'il fallait « comprendre le malaise profond de la jeunesse » et faisait état des Cahiers de doléances proposés par la JC.

Cette semaine fut aussi mentionnée, dans le cadre d'Octobre rose, sa demande d'une mise en œuvre rapide de la loi Cancer du sein, loi dont il est à l'origine (Le Monde, 2/10). Et pour finir, Ouest France annonçait la prochaine participation du dirigeant communiste et de Sophie Binet) aux cérémonies, à Châteaubriant, en hommage aux fusillés du 22 octobre 1941.★

85^e anniversaire de l'exécution des fusillés du 22 octobre 1941

Objectif transmission !

La transmission de la mémoire des résistants et des lieux où ont été fusillés les « 27 de Châteaubriant » est au cœur de l'engagement de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt et de ses adhérents.

Cette exécution, un après-midi, le 22 octobre 1941, jour de marché, à Châteaubriant, a laissé une trace indélébile dans les mémoires locales mais aussi nationales, voire internationales.

La population a appris très vite à résister, en venant fleurir le lieu de ce massacre. Le général de Gaulle, le 30 octobre 1941, a appelé à un « garde-à-vous » national pour ces « martyrs » en déclarant que l'ennemi avait voulu faire peur à la France mais que le pays allait lui prouver le contraire. Cet appel à la résistance a été complété à l'international par Radio-Moscou car l'Union soviétique, attaquée par l'Allemagne nazie, a souhaité mettre en avant ce qu'elle a considéré comme une avant-garde de la lutte antifasciste mondiale. L'impact psychologique chez les Alliés de la dernière lettre de Guy Môquet qui appelle à la dignité a provoqué une immense émotion qui a placé la France et ses résistants au centre de la lutte clandestine contre le Troisième Reich, tant en Angleterre qu'en Amérique.

85 ans après ce terrible 22 octobre 1941, les familles, les amis, les militants, les visiteurs, les passants répondent toujours présents à l'hommage qui leur est rendu, en présence de nombreuses personnalités, des élus

locaux et nationaux, notamment Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français, des syndicalistes, dont Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et la jeunesse venue de toute la France.

Ainsi, cette année, ce sont les femmes, les épouses, les amies, les résistantes patriotes qui sont au centre de l'évocation historique. Nous vivrons l'après-22 octobre au travers de leurs paroles, de leurs émotions exprimées, écrites et mises en scène par Bernard Martin Fargier, du Théâtre des Oiseaux.

Pour nous, Amicale, propriétaire du site en partenariat avec les Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant et le Comité du Souvenir Résistance 44, nous avons pour mission de faire vivre ce lieu chargé d'histoire et de le faire connaître, particulièrement aux jeunes générations qui se succèdent. Notre volonté de transmission nous amène, accompagnés en cela par le réseau du Musée de la Résistance nationale, à imaginer de nouveaux aménagements répondant aux besoins des visiteurs individuels comme ceux des groupes scolaires.

Dans une future scénographie, le visiteur plongera d'une façon plus immersive au cœur de l'évènement « Châteaubriant », mettant en scène l'organisation répressive nazie, la collaboration du régime de Vichy et, bien sûr, la Résistance française dans sa diversité. Découvrir, comprendre la force du site, de son histoire, de sa mémoire, et transmettre cette dernière sont les objectifs poursuivis par notre amicale, résolument



tournée vers l'avenir.

Venez et soutenez ce projet innovant et immersif qui doit nous rappeler inlassablement que, pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient.

Dimanche 18 octobre 2026 à 14 h à Châteaubriant, route de Soudan. ☆

Carine Picard-Nilès Présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt

Contact : 06 82 39 56 00 / carine.picard@orange.fr

Défendre l'élevage : oui mais lequel ?

Du fait d'une sécheresse qui s'éternise, cette nouvelle édition du Sommet de l'élevage s'ouvre dans un contexte particulièrement tendu, marqué par des stocks fourragers au plus bas. Pour certains, cette situation devrait être l'occasion de réduire drastiquement la place de l'élevage dans nos territoires. Ainsi, une tribune collective publiée le 11 août dernier dans *Le Monde* invitait à ce que « la fermeture des élevages intensifs [soit] planifiée rapidement ». Il conviendrait notamment de réfléchir à « rémunérer les personnes investies dans l'élevage extensif pour des activités de restauration des écosystèmes » en vue de « recréer des puits de carbone sur les surfaces entretenues, plutôt que d'y exploiter des animaux pour la viande ou le lait ».

Une telle vision doit être fermement combattue. En effet, l'élevage consiste à produire des denrées alimentaires essentielles à une alimentation équilibrée. Il s'agit également d'une précieuse ressource de matière organique nécessaire à la reproduction de la fertilité de la terre, notamment si l'on souhaite sortir des engrais minéraux et issus de la pétrochimie. Si l'élevage peut rendre de nombreux services écosystémiques, il convient de reconnaître que toutes les formes d'élevage n'ont pas le même impact environnemental. Néanmoins, il serait salutaire d'arrêter de recourir à des expressions floues et sensationnalistes et jeter aux orties des expressions telles que « ferme usine », « élevage industriel » ou « élevage intensif ». Distinguons plutôt un élevage très consommateur de capital et peu créa-

teur de valeur ajoutée de pratiques quant à elles fortement créatrices d'emplois et de richesse.

L'élevage intensif en capital se fonde sur la maximisation du nombre d'animaux par unité de travail et l'accroissement de la production de lait ou de viande par unité de cheptel. Il nécessite des gains de productivité invitant à substituer des quantités de travail par du capital, à accélérer les processus de production et à

tendre vers une standardisation manifeste du produit fini. Ces pratiques reposent notamment sur une part importante (si ce n'est la totalité) de l'alimentation animale produite en dehors de l'exploitation et au recours aux antibiotiques préventifs. On y retrouve bien souvent des animaux privés d'accès au pâturage, et de nombreuses opérations sont automatisées telles que la traite ou la distribution de l'alimentation. Du fait d'une très forte dépendance aux marchands d'aliments, aux firmes pharmaceutiques, aux fabricants d'équipements d'élevage ainsi qu'aux banques, cette logique s'avère particulièrement intégrée au complexe agro-industriel capitaliste qui participe à l'exploitation des agriculteurs.

En revanche, l'élevage créateur d'emplois et de richesse renvoie à des pratiques dites « auto-



nomes » et « économes » reposant davantage sur l'autofourniture de moyens de travail. Les animaux d'élevage sont nourris à partir de fourrages provenant de l'exploitation agricole et l'on observe de plus faibles niveaux d'investissement. Ces unités de production ne visent pas l'accroissement des volumes, mais bien la valeur ajoutée créée par unité de cheptel ou de travail. Cet élevage répond volontiers au qualificatif d'*élevage agroécologique*, dans la mesure où il se fonde d'abord sur le développement des capacités humaines via l'observation, l'échange des savoirs et l'adaptation perpétuelle des pratiques à l'environnement. ♻️

Jonathan Dubrulle

membre du Conseil national du PCF
co-animateur de la commission
Agriculture Pêche Forêt

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

5/11 octobre 1936 (34) **Unir, unir, unir**

Le Front populaire connaît quelques turbulences : agressivité de la réaction, politique économique et monétaire contestée, attitude à l'égard de l'Espagne divergente, etc. D'où l'importance du discours de Maurice Thorez au Parc des Princes, intégralement reproduit dans *l'Humanité* du 7 et intitulé « Unir, unir, unir ».

Il rappelle comment le Front populaire a pris corps, ses premiers acquis. « Cependant il faut constater que nous n'avons pas encore assez fait pour l'application intégrale du programme du Front populaire. » On n'a pas voulu faire payer les riches, regrette-t-il, alors que la réaction est passée à la contre-offensive. Le gouvernement a opté pour la dévaluation qui est une manière de « faire payer les pauvres ». Le PCF n'a pas voté pour la dévaluation, il a cependant voté pour le gouvernement, pour que le gouvernement Blum demeure. Il faut se soucier des classes moyennes, éviter qu'elles ne dérivent comme en Allemagne. Il faut désarmer les factieux qui rêvent de guerre civile. La politique à l'égard de l'Espagne républicaine lui fait honte. Le principe de non-intervention ne devait pas signifier mettre sur le même plan le gouvernement légitime espagnol et les rebelles fascistes. Il faut rétablir



la liberté de commerce avec Madrid, aider l'Espagne républicaine. Thorez cite longuement les passages du programme commun du Front populaire consacrés à la politique extérieure, à la paix (répudiation de la diplomatie secrète, sécurité collective, pacte franco-soviétique). Et il constate : « En résumé, si la situation est sérieuse, si le fascisme relève la tête, il faut convenir que c'est en partie à cause des faiblesses, des insuffisances, voire des capitulations devant les enne-

mis du peuple. C'est ce que notre parti avait le droit et le devoir de dire au peuple de France. » Face aux propos anticommunistes tenus à gauche, il déclare : « L'heure n'est pas à la chicane, l'heure n'est pas à la polémique entre les organisations du Front populaire, l'heure est plus que jamais à l'union salutaire, à l'union féconde. » Article (le 7) de Marcel Cachin sur le week-end d'initiatives politiques que le PCF organise en Alsace/Moselle. L'appel à l'union avec les travailleurs catholiques semble avoir agacé les factieux locaux. « Les hitlériens d'Alsace ont déjà constitué des fractions de combat contre le Front populaire et contre le communisme. Il y a «La terre d'Alsace» ! Il y a «Le Front d'Alsace» ! On y appelle à une grande croisade nationale et religieuse groupant tout ce qui n'appartient pas au Front populaire. »

À la rubrique « faits divers », on annonce l'arrestation, le 8 octobre, par les gendarmes, en Haute-Saône, d'un déserteur, Armand Bolot. Il était de la classe 1909 et avait déserté en 1914. Il s'était caché pendant 22 ans, ignorant qu'il était amnistié depuis 11 ans. ☸

Gérard Streiff

LES CAHIERS DE DOLEANCES

SONT LANCÉS !



MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

LE MOUVEMENT LYCÉEN

Lancement des cahiers de doléances dans les lycées de France

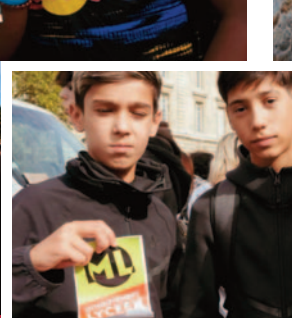
Manque de profs, établissements dans un état déplorable, Parcoursup qui sème l'incertitude. Les lycéens ont des choses à dire et personne ne les écoute.

Alors le MJCF lance les cahiers de doléances dans les lycées de France. Un espace pour que chaque élève puisse écrire ce qui ne va pas dans son établissement, et ce qu'il exige pour que ça change.



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

don à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



Message du PCF pour le 85^e anniversaire du parti Toudeh

C'est avec joie et gravité que j'ai l'honneur de vous adresser au nom du Parti communiste français nos salutations fraternelles à l'occasion du 85^e anniversaire du Parti Toudeh d'Iran et réitérer notre solidarité pleine et entière avec le peuple iranien.

Depuis sa création, le parti Toudeh d'Iran est le parti des luttes pour l'émancipation démocratique et sociale du peuple iranien. En dépit des interdictions, de la répression et des massacres dont il a été victime tout au long de son histoire, que ce soit par la dictature Pahlavi en 1949 et 1953, ou par celle des islamistes en 1983 avant les exécutions massives ont lieu en 1988, il porte haut le drapeau de la démocratie, de la justice sociale et de l'indépendance nationale. Les militants du parti Toudeh d'Iran subissent encore aujourd'hui la répression sanguinaire de la dictature théocratique qui opprime le peuple iranien.

Le PCF rend hommage à tous les militants et à

toutes les militantes du parti Toudeh assassinés, emprisonnés, réprimés tout au long de son histoire.

Nos relations continues et privilégiées avec votre parti nous permettent de mesurer à leur juste valeur les combats menés par nos camarades du parti Toudeh, contre la dictature du régime fantoche des Pahlavi à la chute duquel ils ont pleinement contribué en 1979 et contre la dictature théocratique de la République islamique d'Iran.

Nos salutations sont empreintes de gravité car la situation internationale nous l'impose, surtout au Proche et Moyen-Orient et particulièrement en Iran, cible d'agressions militaires du gouvernement suprémaciste d'extrême droite israélien de Netanyahu et de l'impérialisme étatsunien. Des mesures coercitives viennent s'ajouter aux multiples embargos et sont soutenues par ses alliés régionaux et internationaux, européens, dont notre pays la France. La reprise des hostilités est dévastatrice



PLANÈTE

pour le peuple iranien et les peuples de la région. Nos salutations sont également empreintes d'optimisme, car ce combat de classe que vous menez, pour la défense de l'intégrité territoriale, la souveraineté du peuple, la justice sociale et l'égalité en Iran demeure profondément ancré dans le peuple iranien. Et vous pouvez compter sur le soutien indéfectible du PCF. À travers votre organisation nous réitérons notre solidarité pleine et entière avec les masses laborieuses, les femmes et la jeunesse dont les mobilisations et actions collectives sont la clé de voûte de tout changement en Iran.

Le PCF condamne l'attaque israélo-étatsunienne

et les ingérences étrangères, condamne les embargos, exige la mise en place d'une paix durable par le respect du droit international, exige la libération des prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles de la dictature, exige la fin de la peine de mort. Le PCF défend à vos côtés la fin de cette dictature odieuse pour rendre au peuple iranien sa pleine souveraineté démocratique. Longue vie au Parti toudéh d'Iran !

Vive la solidarité entre le PCF et le Parti Toudéh d'Iran !

Vive la solidarité internationale ! ✪



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA